

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



BUTAGAZ SAS

BUTAGAZ SAS
47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : JR/2022-1196
Numéro de visite : 82-22-046
Code AIOT : 0006802590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 1541 chemin des verriés 82100 CASTELSARRASIN. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 1541 chemin des verriés 82100 CASTELSARRASIN
- Code AIOT : 0006802590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société BUTAGAZ exploite sur la commune de Castelsarrasin (82) un dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfiés. Ce dépôt est implanté sur une superficie de 52 ha dont 11,5 ha clôturés, au nord de la zone Barres II. Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2007, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux du 25 novembre 2009, du 20 octobre 2016, du 25 octobre 2019 et du 18 mars 2022. Par ailleurs, le site est soumis à la Directive Seveso 3. Un plan de prévention

des risques technologiques a été élaboré autour de l'établissement. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Délai (à partir de la date de notification)
4	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	30 jours
11	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Lettre du 25/10/2019	/	Sans objet
2	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés concernant la gestion des entreprises sous-traitantes n'amènent pas de remarques particulières, excepté au sujet des permis feu : l'exploitant doit justifier l'origine de la limitation de sa surveillance à une heure après la fin des travaux au lieu des deux heures prévues dans les règles de l'art. Des câbles électriques présentant une dégradation de leur gaine isolante en zone pomperie, l'exploitant doit procéder aux réparations nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Lettre du 25/10/2019
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lettre préfectorale du 25 octobre 2019 : Dépôt de gaz inflammable liquéfié : stockage de 3191 tonnes (rubrique 4718-2a) Stockage de bouteilles de propane et de Butane : 49 tonnes de gaz en bouteilles (rubrique 4718-1a)
Constats : L'exploitant a présenté un document faisant état des stocks de gaz liquéfié sur le site à la date du mardi 13 septembre 2022. Ces stocks sont conformes aux quantités autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des sous-traitants qui interviennent tout au long de l'année pour des opérations d'entretien et de maintenance des installations. En 2021, 31 entreprises sont intervenues sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant précise que les règles d'interventions d'entreprises extérieures sur son site sont décrites dans son manuel HSSE. Une analyse de risques et l'identification de mesures de prévention sont réalisées dans le cadre d'un plan de prévention, en amont de l'opération. Les travaux sont encadrés par une autorisation de travail et des permis spécifiques en fonction du type de risques identifiés (feu, travail en hauteur, environnement électrique,...). Un livret d'accueil spécifique au site de Castelsarrasin est également transmis aux entreprises avant leur intervention. L'exploitant indique que chaque personne intervenant sur le site passe par un "accueil sécurité" comprenant une formation. Une vidéo réalisée au niveau national, accompagnée d'une plaquette spécifique au site de Castelsarrasin leur présente les consignes à respecter sur le site. Cette formation est obligatoirement validée par un test, valable un an au maximum. L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de prévention annuel pour l'année 2022, une autorisation de travail datée du 16 juin 2022, le plaquette et le livret d'accueil du site de Castelsarrasin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les permis spécifiques, dont le permis feu, sont associés à l'autorisation de travail délivrée à l'entreprise extérieure, valable 5 jours consécutifs maximum et à renouveler à chaque début de semaine. Le permis feu détaille le matériel utilisé et les zones d'intervention. Le formulaire du permis feu présenté prévoit une surveillance une heure après la fin des travaux. Le manuel HSSE transmis par l'exploitant précise également que "(...) les emplacements sur lesquels se sont déroulés les travaux de soudure, ou par points chauds, doivent être particulièrement surveillés pendant 1h, non seulement après l'arrêt définitif des opérations, mais aussi après la suspension des opérations précédant la période du déjeuner, afin de prévenir les incendies pouvant survenir suite à ces opérations". Les règles de l'art prévoient une surveillance à réaliser pendant au moins deux heures après l'arrêt des travaux et d'arrêter les travaux deux heures au moins avant la fermeture de l'entreprise si le maintien de la surveillance n'est pas possible (cf.document INRS ED 6030 sur le permis de feu). L'inspection demande à l'exploitant de justifier au regard des préconisations de l'INRS que la surveillance limitée à une heure après la fin des travaux permet une exploitation des installations en sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant déclare que des déclenchements inopinés d'alarme se produisent parfois en présence de sous-traitants, ce qui permet de vérifier si les consignes sont connues et respectées par les intervenants sur site. L'exploitant a signifié la présence d'un sous-traitant lors du déclenchement d'une alarme le 8 février 2022. L'inspection préconise à l'exploitant d'intégrer la présence régulière d'entreprises extérieures dans les scénarios des prochains exercices, dont le compte-rendu fera apparaître la présence de ces entreprises et leur niveau d'appropriation des réflexes attendus (par exemple s'assurer de la mise en sécurité de son intervention et se diriger vers le point de rassemblement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant déclare que les formations des entreprises extérieures qui sont délivrées lors de leur accueil sur site sont valables un an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant explique qu'une fois son test de fin de formation réussi, une attestation de formation est remise à l'intervenant des sociétés extérieures au format papier. Cette attestation est signée puis scannée et conservée informatiquement à minima le temps de leur validité. L'inspection a consulté par sondage l'attestation d'un intervenant pour l'année 2022. L'exploitant précise que la formation expose l'obligation faite aux prestataires de déclencher la mise en sécurité du site s'ils sont témoins d'un événement qui le justifie. Cette mise en sécurité peut s'initier via un des boutons d'alarme fixe du site, ou via un bouton poussoir sur le talkie-walkie s'il leur en a été fourni. La formation leur spécifie par ailleurs d'éviter d'intervenir directement, des personnes formées aux situations d'urgence étant prêtes à agir à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La procédure pour la vérification des habilitations n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose via son outil de GMAO d'une base de données de 494 sociétés, dont celles habilitées par le niveau national à travailler sur les MMR. Les entreprises qualifiées MMRI y sont spécifiquement signalées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : L'inspection constate que certains câbles électriques situés dans la zone pomperie présentent une désagrégation partielle de leur gaine isolante. L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux réparations nécessaires et d'en attester à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : Lettre du 25/10/2019, article {Non Renseigné}

Information confidentielle :

Les quantités de gaz liquéfié présentes sur le site d'après le document présenté par l'exploitant sont :

958,608 t en vrac

44,340 t en bouteilles

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5

Information confidentielle :

Le 8 février 2022, déclenchement d'une alarme en présence du sous-traitant Schaltbau.